

Mais ces chiffres sont beaucoup moins importants que la quasi-unanimité du vote en faveur d'un changement. J'ai été assez longtemps au Parlement pour savoir que les gens changent avant de changer leurs gouvernements; et mon expérience personnelle, en tant qu'ancien chef d'un gouvernement minoritaire, me permet de distinguer entre un mandat qualifié et un mandat décisif. Il faut conclure des résultats de l'élection de septembre que les Canadiens ont réclamé de façon écrasante qu'on mette fin à une ère de conflit et à un certain style de gouvernement. Ils ont aussi, à mon avis, affirmé de façon éloquente leur confiance et indiqué qu'ils en ont assez de se replier sur eux-mêmes et qu'ils veulent se tourner vers l'extérieur pour y livrer concurrence et pour y assumer leur rôle dans la communauté internationale.

Le gouvernement Mulroney s'est maintenant attelé à la tâche d'élaborer le mandat que lui a confié le peuple canadien et de tracer de nouvelles directions pour le Canada. Nous voulons refaire du Canada un acteur dynamique dans la communauté internationale - nous voulons mettre notre économie résolument sur la voie du renouveau économique. Nous nous engageons à instaurer la prospérité, à favoriser la croissance et à créer des emplois. Il s'agit là d'une tâche essentielle au mieux-être du Canada; mais l'entreprise ne sera pas facile.

Notre nouveau gouvernement a hérité d'un déficit encore plus important que le déficit prévu avant les élections - le fardeau de notre endettement est si considérable qu'il nous est pratiquement impossible de réduire la dette nationale et notamment notre déficit. De plus, nous avons assumé le pouvoir alors que près de 1,5 million de Canadiens étaient sans emploi.

Le Premier ministre Mulroney a fait de ces deux questions - la création d'emplois durables et la réduction du déficit - les priorités de son gouvernement. Nous avons engagé le processus de consultation politique le plus ouvert et le plus large de notre histoire. Le Premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces ont commencé à se rencontrer pour donner de la cohérence à la politique économique canadienne de sorte que le premier budget que présentera notre nouveau gouvernement au printemps n'exprime pas les préoccupations d'un seul palier de gouvernement mais reflète les priorités convenues entre tous les partenaires de la fédération canadienne. Permettez-moi simplement de dire à quel point je suis heureux de voir ici à la table d'honneur l'honorable Don Phillips, ministre d'un gouvernement provincial du Canada. Je pense que sa présence est un